

LE GOUVERNEMENT D’AFFAMEURS DÉVALUE LES SALAIRES...

Sitôt son sol libéré des troupes allemandes, le France capitaliste et impérialiste a tenté d’échapper à la fatalité historique et économique qui tend à en faire une nation de second ordre et la condamne, bon gré mal gré, à végéter dans l’ombre d’un des géants qui se partagent l’économie du globe.

Nous ne sommes pas dupes des prétendus principes au nom desquels les puissances ploutodémocratiques ont fait la guerre aux puissances de l’Axe. Dès avant septembre 1939, le «*Libertaire*» dénonçait le conflit menaçant comme une nouvelle phase de la lutte impérialiste commencée en 1914 et dont les vrais mobiles, en dépit d’un frénétique bourrage de crânes mené au nom d’un prétendu droit et d’une prétendue liberté, furent avant tout la revendication de certaines puissances industrielles tard venues pour un nouveau partage du monde, la soif insatiable de débouchés, de nouvelles sources de matières premières et de prolétaires à bon marché; enfin, la nécessité pour les puissances nanties de maintenir leurs privilèges par la force pour ne pas disparaître.

La secousse de 1914 n’en a pas moins porté au monde capitaliste un coup dont il n’a pu se relever. Son économie, depuis 1919, s’est traînée de crise en crise, et le marasme du marché mondial a fourni aux vaincus de 1918 un prétexte pour se replier sur eux-mêmes et tenter à la fois de se libérer de l’hypothèque de la défaite et d’organiser leur économie en dehors du système des échanges internationaux dominé par les puissances victorieuses et, notamment, par les Anglo-Saxons. Ce fut l’autarcie et c’est pour briser l’économie autarcique et obliger l’Allemagne à réintégrer par la force le circuit de l’économie libérale que la France et l’Angleterre ont déclaré la guerre aux puissances de l’Axe.

Et c’est au moment où les Américains victorieux s’efforcent de rétablir le marché mondial qu’on a vu la France s’engager, et ceci dès la libération, dans une politique économique à laquelle il est bien difficile de donner un autre nom que celui d’autarcie. On pourrait alors se demander pourquoi on a massacré cinquante millions d’hommes et couvert le monde de ruines.

La vérité, c’est que l’autarcie représente exactement la phase décadente, descendante, du capitalisme. Ce n’est pas dans des idéologies politiques comme le fascisme, le national-socialisme ou le racisme qu’il faut chercher la cause de cette décadence, mais uniquement dans le vieillissement, l’usure du monde bourgeois capitaliste, laquelle usure est due au fait que les organismes politico-économiques - les civilisations, si l’on veut, bien qu’on hésite à employer ce mot lorsqu’on parle du monde bourgeois-capitaliste-occidental sont, comme les organismes vivants, soumis aux lois imprescriptibles de la jeunesse, de la maturité et de la mort.

Bien que pouvant se prolonger quelques années, la tentative des Américains de regonfler le moribond n’a aucun avenir. Mais l’état de ruine et d’impuissance où se trouve la France lui interdit momentanément tout espoir d’échapper à la tutelle américaine. Et c’est là toute l’explication de Bretton-Woods et de la dévaluation. Il fallait vraiment prendre les Yankees pour des imbéciles pour croire qu’ils continueraient de nous donner un dollar pour cinquante francs. Avec ses cinquante francs, l’acheteur américain se procurait - évidemment - pour cinquante francs de marchandises françaises et le Français, possesseur du dollar, achetait pour 120 francs de produits américains. C’était mettre volontairement obstacle aux échanges, et c’était l’autarcie! L’autarcie à l’allemande avec l’esprit de méthode et d’organisation en moins, bien entendu.

La France s’incline; mais, depuis un an, les prix du marché contrôlé se sont progressivement alignés sur le vrai rapport entre franc et dollar, cependant que les salaires ont à peine augmenté. Résultat paradoxal et révoltant: aujourd’hui, la maigre paie ouvrière passe entièrement au marché contrôlé; l’ouvrier n’achète plus

au marché noir et, comme il y a moins d'argent sur celui-ci, d'une part, et que, d'autre part, les prix du marché contrôlé n'ont pas encore atteint le nouveau niveau de la parité monétaire, on risque de voir les prix du marché noir baisser (le beurre et la viande y sont déjà moins cher qu'il y a un an) et, malgré cela, l'ouvrier ne rien pouvoir y acheter. Aggravation de la misère ouvrière et vie plus large pour le bourgeois qui se ravitaille uniquement au marché noir, voilà les conséquences de la politique insensée du gouvernement.

L'affaire des fonctionnaires montre, une fois de plus, aux ouvriers, l'erreur qu'ils commettent en confiant leur destin au bulletin de vote, aux partis et aux gouvernements. Seules, l'action directe et la grève les arracheront à la misère qui les mine.
